

Pour citer ce Compte-rendu : SLIM A., (2005), Compte rendu publié dans la Revue d'études comparatives Est-Ouest (n°1, 2005)

Système productif et système financier en Bulgarie
PETIA KOLEVA,
L'Harmattan, Collection Pays de l'Est, 2004, 325 pages.

Ce premier ouvrage de P. Koleva, directement tiré de sa thèse, est entièrement consacré à l'analyse de deux aspects importants de la transition bulgare, à savoir les changements survenus dans le système productif et ceux dans le système financier. L'objectif annoncé par l'auteur n'est pas de réaliser une monographie sur un pays encore peu connu, mais bien « d'esquisser une grille de lecture adaptée à l'analyse des différentes dimensions de ces changements » (p. 11). Rejetant d'emblée l'approche standard de la transition, l'auteur mobilise, ici, les outils des approches évolutionnaire et institutionnelle. Les changements observés sont ainsi perçus comme des processus complexes, interreliés, cumulatifs, dépendant du passé et aléatoires. L'ouvrage de P. Koleva s'articule autour de sept chapitres.

Le chapitre 1 s'attache à montrer en quoi l'approche évolutionnaire est adaptée pour l'analyse. La notion de système économique, défini comme « un tout cohérent et unifié » (p. 20) ou encore comme « une configuration complexe et évolutive d'institutions économiques » (p. 32), y occupe une place centrale. Le système est complexe, à temporalités multiples et interdépendantes (lois, règlements, habitudes, réseaux, etc.), ce qui plaide, selon l'auteur, pour une vision séquentielle des changements. L'introduction de l'approche institutionnelle, en plus de renouer avec l'approche évolutionnaire originelle (qui était évolutionnaire et institutionnelle), permet d'établir une distinction claire entre les diffuseurs de règles institutionnelles (DRI) et les consommateurs de règles institutionnelles (CRI). La proximité entre les approches institutionnelle et évolutionnaire est mise en évidence à travers l'étude de la rationalité limitée des agents, l'existence d'incertitudes, les mécanismes de sélection et l'apparition d'irréversibilités. L'ensemble de ces concepts est hiérarchisé en différents niveaux d'analyse : le concept de système économique, se situant au plus haut niveau, englobe les deux sous-systèmes productif et financier. Ces derniers se décomposent, à leur tour, en DRI et CRI interdépendantes. Cette méthodologie s'inscrit dans l'esprit de celle proposée par B. Chavance (1989) dans « Théorie et analyse comparative des systèmes économiques : Un apport méthodologique et épistémologique » (Document de travail, Ehess, Cemi).

Le chapitre 2 présente la transformation du système productif bulgare de 1990 à 1995 en mettant l'accent sur la privatisation, l'émergence d'entreprises nouvelles et la restructuration. L'approche ne se limite pas aux seuls changements intervenus dans le secteur industriel, mais aborde également le cas de l'agriculture.

Le chapitre 3 présente la transformation du système bancaire et financier de 1990 à 1995. Les liens entre anciennes et nouvelles organisations sont mis en lumière. L'auteur fait apparaître un comportement délibérément passif des banques ainsi qu'un processus d'essaimage bancaire (transfert d'une partie des actifs des banques privées vers des sociétés d'investissement, des sociétés de courtage ou des compagnie d'assurance privées).

Le chapitre 4 constitue le prolongement du chapitre précédent puisqu'il aborde les changements survenus de 1996 à 2003 dans le système bancaire et financier sous le régime du *currency board*. Malgré le retour à la confiance, l'amélioration de la qualité des portefeuilles bancaires et un comportement plus sain chez les compagnies d'assurance, l'auteur constate la persistance de facteurs d'instabilité systémique (surliquidité chronique des banques, faiblesse du crédit au secteur privé et émergence d'une structure duale au sein du secteur bancaire).

Le chapitre 5 présente les changements du système productif à partir de la crise de 1996-1997 en insistant sur la structure de propriété et les modalités de la restructuration des entreprises. Un renforcement de l'influence des DRI extérieurs (FMI, BIRD, UE) est observé.

Le recul de la propriété publique durant cette période se fait en faveur d'entreprises privées caractérisées par une grande hétérogénéité de contrôle (fonds de pensions, « SARL de salariés », investisseurs étrangers). Par ailleurs, le durcissement de la contrainte budgétaire ne conduirait pas, à long terme, à une restructuration « proactive » (impliquant la réalisation de programmes d'investissement) des entreprises (p. 263).

Le chapitre 6 propose une articulation entre la grille d'analyse élaborée dans le chapitre 1 et les faits présentés dans les chapitres 2 à 5.

La conclusion de l'ouvrage, enfin, élabore des *scenarii* d'évolution des deux sous-systèmes économiques étudiés.

L'effort de Petia Koleva mérite d'être salué. Construire une grille analytique en combinant les approches évolutionnaire et institutionnelle était un défi des plus ambitieux que l'auteur a pleinement relevé. La grille ainsi élaborée permet de donner du sens à plusieurs phénomènes observés dans la transition bulgare comme les liens entre diffuseurs et consommateurs de règles, entre anciens et nouveaux acteurs, entre organisations et institutions, entre Etat et secteur privé, entre monnaie et droits de propriété, entre système politique et système économique. Contrairement à l'approche standard de la transition, la grille analytique proposée ici autorise l'appréhension de la pluralité des trajectoires économiques, des bifurcations possibles, des innovations et des surprises systémiques.

L'effort de hiérarchisation des niveaux d'analyse est également remarquable. Il permet de clarifier et d'articuler efficacement les concepts de système, d'organisations (« regroupements plus ou moins durables d'individus et de ressources productives, réunis dans la poursuite d'un ou plusieurs objectifs partagés, et coordonnées par une hiérarchie », p. 32), d'institutions formelles (« système de règles hiérarchisées », p. 32) et d'institutions informelles (« rapports sociaux et comportements dont les principes n'ont pas fait l'objet d'une codification explicite », p. 32). Tout au long de l'ouvrage, les faits observés ne sont pas simplement décrits, mais ils sont « décortiqués » avec le souci d'en identifier les principaux éléments de la grille d'analyse. La méthode d'investigation de l'auteur relève, comme le souligne à juste titre Y. Rizopoulos dans la préface de l'ouvrage, d'une « narration théorique des faits » (p. 8). Enfin, la prise en compte des forces extérieures dans le raisonnement mérite également d'être remarqué tant elle est rare dans les travaux évolutionnaires.

Mais précisément, la grille élaborée par P. Koleva appelle quelques commentaires. Ces derniers sont à lire comme les interrogations (quatre au total) d'un non spécialiste en matière de croisement d'approches théoriques.

La grille analytique élaborée par P. Koleva est-elle complète ?

De l'aveu de l'auteur même, la grille analytique élaborée dans l'ouvrage n'est pas exhaustive dans la mesure où seuls deux sous-systèmes (productif et financier) ont été retenus. Il manque un grand nombre d'autres sous-systèmes, comme par exemple le sous-système commercial, le sous-système associatif, le sous-système syndical, le sous-système politique etc. Bien entendu, on comprend bien que l'exhaustivité n'était pas le but recherché dans ce travail. Mais l'hypothèse implicite suggérée ici revient à considérer que chaque nouveau sous-ensemble sera composé, comme pour les sous-ensembles productif et financier, de DRI et CRI en interaction. Cette hypothèse, sans forcément être fautive, ouvre sur plusieurs indéterminations : rien ne garantit qu'on trouvera dans chaque sous-système des DRI et des CRI ; pour certains sous-systèmes, l'approche marchande des institutions (distinguant « offreurs » et « demandeurs » d'institutions), considérée comme non pertinente par l'auteur pour les sous-systèmes productif et financier (p. 39), pourrait s'avérer des plus utiles dans l'appréhension des changements ; que dire des éventuelles influences que peuvent exercer les sous-systèmes non traités dans l'ouvrage sur les sous-systèmes productif et financier ? Si l'on

prend, par exemple, le sous-système commercial et plus particulièrement le « sous-sous-système » du commerce extérieur, force est de constater qu'il s'y exerce des forces en mesure d'avoir des répercussions sur la trajectoire générale de l'ensemble du système étudié. On y trouve, entre autres, des organisations étrangères (importateurs, exportateurs), qui interagissent, par le biais de la concurrence, des échanges et des prix internationaux, avec les organisations bulgares de commerce extérieur. L'ensemble de ces interactions commerciales (entre CRI nationaux et CRI étrangers) poussent à des adaptations qui vont au-delà du seul sous-système commercial.

Négligeant ces aspects, l'auteur est amené à aborder les forces extérieures sous l'angle des seules institutions internationales (FMI, BIRD, UE, p. 269) ou de la dette extérieure bulgare, par référence aux travaux de N. Nenovsky et Y. Rizopoulos (2003) pour ce qui est de la stratégie des créanciers internationaux de la Bulgarie qui ont cherché à créer des « irréversibilités institutionnelles majeures garantissant leurs intérêts » (p. 156). Remarquons au passage, qu'une appréhension, même sommaire, du « sous-sous système » de commerce extérieur aurait permis à la fois de compléter la liste des DRI internationaux (en y ajoutant l'action de l'Organisation mondiale du commerce – OMC) et de prendre en compte les conséquences des interactions CRI étrangers/CRI nationaux sur le changement systémique. Quel est l'impact de l'aggravation du déficit du commerce extérieur (visible dans l'annexe 2, p. 300) sur les sous-systèmes productif et financier ? Quel rôle la concurrence internationale joue-t-elle dans la restructuration des CRI qui y sont exposés ? Autant d'interrogations pour lesquelles la grille est tout à fait en mesure d'apporter des réponses.

La grille analytique est-elle exempte de contradiction ?

Il ressort de la lecture de l'ouvrage de P. Koleva, une très forte cohérence de l'analyse. Il n'y a pas de contradiction, mais plutôt des pistes de recherche esquissées sans être toutes suffisamment explorées.

Il en va ainsi, par exemple, des réflexions menées sur la contrainte budgétaire dure, supposée bonne (en matière de restructuration proactive des entreprises) à court terme, mais mauvaise à long terme (p. 263). Toutefois, cette conclusion de l'auteur peut apparaître sommaire au regard des enchevêtrements de temporalités évoquées dans le chapitre I. Les fameuses « échelles temporelles différentes » (p. 21) laissent précisément entendre que la contrainte budgétaire est susceptible d'être simultanément bonne et mauvaise, à court et moyen termes, pour les différents acteurs qui y sont soumis.

Il en va ainsi également de l'évolution des fonds de privatisation (FP) qui n'est pas de nature « à verrouiller la structure de propriété » (p. 262) tout en ayant « créé toutes les conditions pour un verrouillage » sur le marché boursier de Sofia (p. 287). Ces éléments ne sont pas forcément contradictoires et mériteraient une clarification supplémentaire.

La grille analytique peut-elle servir de base à l'action politique ?

Rien ne s'y oppose. L'auteur apporte (p. 294) deux arguments forts à l'appui de cette idée : l'héritage (*path dependance*) et les liens entre la stratégie des acteurs et le changement systémique (*path shaping*). L'héritage et la stratégie des acteurs maintiennent durablement des configurations économiques et institutionnelles. L'action politique requière donc de connaître à l'avance les futurs « dosages » (p. 294) entre ces éléments. Toutefois, l'effort de prédiction se heurte à ce qui fait la richesse même de l'approche de P. Koleva, à savoir la « place substantielle (accordée) à l'incertitude et à l'indétermination des sentiers d'évolution » (p. 293). Face aux verrouillages possibles, la grille de l'auteur s'avère être un formidable outil d'analyse *ex-post* des phénomènes de transformation plutôt qu'un outil de prévision du changement.

La grille analytique est-elle reproductible pour d'autres pays ?

Là encore, tout porte à le croire, d'autant que l'auteur n'a pas hésité à établir des comparaisons avec d'autres pays en transition à chaque fois que cela était possible : avec les pays Baltes en matière de *Currency Board* (pp. 169-173), avec la République tchèque en matière de privatisation de masse (p. 217). Il manque, peut-être la présentation d'une vraie méthode générale de transposition d'un pays à l'autre de la grille élaborée ici (en particulier en matière d'identification des DRI et CRI).

Ces quatre interrogations mineures n'enlèvent rien au travail remarquable et fécond réalisé par P. Koleva et qui, on lui souhaite, sera le premier d'une longue série.